

La France insoumise, un courant politique aux pieds d'argile qui domine la gauche

dimanche 11 juin 2023, par [LE MOAL Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mai 2023).

Autour de la personnalité de Jean-Luc Mélenchon, La France insoumise (FI) occupe aujourd'hui une place centrale dans la gauche politique française.

Sommaire

- [La FI au sein de la gauche](#)
- [Les pressions à la structurati](#)
- [Une nouvelle direction est](#)
- [La place relative de la \(...\)](#)
- [Pour conclure](#)

Elle a réussi, sur la base du résultat de la présidentielle, à regrouper dans la Nupes le PS, Europe Écologie-Les Verts et le PCF sur la base de l'essentiel de son programme présidentiel, qui s'oppose aux politiques néolibérales des gouvernements de gauche et de droite des dernières années, et opère une rupture avec le productivisme par une transition écologique. C'est un déplacement du centre de gravité de la gauche vers des positions politiques, sociales et écologiques radicales, sans être pour autant anticapitalistes.

La réalité de l'impact de la présidentielle

La FI a réussi cette opération en étant à deux doigts d'être présente au second tour. Mais cette élection est très particulière. Depuis l'alignement de la durée des mandats du président et des parlementaires, elle est conçue pour donner au président tous les leviers politiques. À gauche, compte tenu du score de l'extrême droite (plus de 30 %), de nombreux votes se portent au premier tour sur le/la candidatE susceptible, selon les sondages, d'empêcher Le Pen d'être présente au second tour. C'est en bénéficiant de ce « vote utile » que la FI a laminé électoralement le PS social-libéral, maintenu le PCF et EÉLV à des niveaux les plus bas.

La nature du tournant des législatives 2022

Si l'impact politique national est le produit de la présidentielle, les moyens pour exister financièrement et politiquement sur tout le territoire dépendent des législatives.

Le choix de JLM d'impulser la Nupes a empêché Macron d'obtenir la majorité absolue à l'Assemblée, une première depuis 20 ans, et permis de limiter l'avancée du RN. En même temps elle a figé le rapport de forces en faveur de la FI qui a 67 députés (17 en 2017) tout en permettant au PS et au PCF de maintenir leur représentation (32 et 12), à EÉLV d'avoir un groupe parlementaire (16 députés au lieu de 1 en 2017).

Ces résultats augmentent considérablement les moyens dont va disposer la FI pour les années à venir, politiques bien sûr, et matériels : son financement par l'État va dépasser 4 millions d'euros

par an, sans compter les moyens des députéEs qui reversent 12 % de leur indemnité et disposent d'attachéEs parlementaires : l'appareil de la FI change d'échelle.

La FI au sein de la gauche institutionnelle

Cette séquence marque une évolution dans le positionnement de la FI. En 2016, JLM mettait en scène des rencontres avec les théoriciens du « populisme de gauche » comme Chantal Mouffe. S'il a retenu de ce courant la place des affects dans la politique ainsi que le rôle central du leader, la nature du programme électoral est fondamentalement différente des théories de Laclau. L'avenir en Commun, qui reprend très largement celui de 2017, présente plus de 80 mesures clefs et près de 700 propositions, il « est le fruit d'un laborieux travail d'harmonisation idéologique entre des sensibilités, des traditions et des courants différents » et avec de nombreux/ses interlocuteurs/ices hors de la FI. On est bien loin de la relation au programme de Laclau : « l'unité du groupe est [...] le résultat d'une articulation de demandes. Mais cette articulation ne correspond pas à une configuration stable et positive qui pourrait être saisie comme une totalité unifiée ».

JLM n'est jamais sorti du moule de la gauche française. La FI, issue des décantations de la gauche institutionnelle, est une construction bien adaptée au système politique, imprégnée par le républicanisme français, en rupture avec le social-libéralisme, avec des positions écologiques structurantes.

L'ambition de la FI de faire de la Nupes l'alternative incontournable ne se concrétise pas

La petite mobilisation au second tour n'a pas enrayé l'abstention aux législatives dans les quartiers populaires. Au parlement, la Nupes est un intergroupe qui regroupe quatre groupes ayant leur indépendance (FI, PS, PCF, Verts), et qui ne font pas toujours les mêmes choix, les mêmes votes.

Dans la réalité, il n'y a pas de structures Nupes ouvertes à toutes et tous, organisant l'unité par en bas, l'ancrant dans les milieux populaires. Elle ne reste qu'un accord électoral.

Les partenaires de la FI veulent regagner le terrain perdu...

EELV a tenu son congrès en décembre (12 700 adhérentEs, 5 600 votantEs) qui n'a pas rejeté la Nupes, mais la majorité veut rééquilibrer le rapport de forces lors des élections européennes en 2024, et prépare une présentation autonome. Le courant défendant l'ancrage à gauche est nettement battu, il fait moins de 20 %.

Celui du PS en janvier (41 000 adhérentEs, 23 200 votantEs) est une défaite relative pour Olivier Faure qui a négocié l'entrée dans la Nupes. Le parti est coupé en deux entre son orientation et celle qui a regroupé nombre de dirigeantEs historiques opposéEs à tout accord avec la FI et d'autres qui sont pour l'unité à gauche... sous la direction du PS.

Le congrès du PCF d'avril (41 000 adhérentEs, près de 29 900 votantEs) est une victoire pour Fabien Roussel qui a mené une campagne au profil ouvrieriste, réactionnaire sur les questions écologiques et sociétales, sur un texte qui refuse « l'effacement » du PCF en associant les identitaires, les orthodoxes nostalgiques de l'URSS et les partisans d'une union de la gauche avec le PS avec un vote à 82 %, minorisant les partisans de l'unité avec la FI.

... tout en conservant le cadre de la NUPES

Mais aucun de ces partis ne remet en cause ce cadre dans l'immédiat pour deux raisons.

D'abord le rarissime contexte d'unité syndicale dans la mobilisation en défense des retraites pousse dans le sens de l'unité : celui qui apparaîtrait contre cette aspiration serait laminé.

Ensuite l'instabilité parlementaire actuelle laisse planer l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée. Tous ceux qui ont gagné des députés avec la Nupes auraient alors trop à perdre à sa disparition.

La FI est à un moment charnière. Structurée autour de la présidentielle, elle est amenée, par sa position dominante, à se transformer si elle veut conserver son leadership et envisager de devenir hégémonique à gauche.

L'absence de structuration démocratique est la base d'organisation de la FI

Lors de sa création en 2016, elle s'est présentée comme autre chose qu'un parti, un mouvement « gazeux », sans structuration démocratique nationale, sans congrès, sans votes. N'importe qui peut la rejoindre, en quelques clics, sans payer d'adhésion, ni cotisation. Des centaines de milliers de personnes l'ont fait, peut-être 500 000 depuis sa création. Lors des élections, des dizaines de milliers de personnes font des dons, qui ne sont pas des cotisations, ou sont « cyber-militantEs ».

Les membres rejoignent un « Groupe d'action » local dont le nombre idéal est fixé à 11 membres et ne doit pas dépasser 15. Plus de 2 800 groupes d'action sont annoncés. Combien de membres, difficile à dire, puisqu'il n'y a pas de congrès avec des votes qui sont des moments de vérité. Les chiffres de Manuel Cervera-Marzal, qui a étudié en profondeur le fonctionnement de la FI illustrent ces incertitudes. Il estime « qu'entre 2018 et 2020 la FI comptait environ 6 000 militants. Par militants j'entendais "actifs au sein d'un groupe d'appui"... définition quelque peu réductrice... le chiffre pourrait être revu à la hausse ». En novembre 2021 il faisait une autre approximation : « j'estime que sur 500 000 membres, dix fois moins sont des militants de terrain ». Une autre estimation est possible à partir du nombre de groupes d'action, qui pourraient regrouper plus de 30 000 membres.

Les groupes d'action n'ont ni finances, ni locaux, ni matériel d'impression. Il n'existe aucune structure intermédiaire, aucun regroupement géographique, pas de cadres d'action et de réflexion permanents où peuvent s'élaborer une pensée collective, où des décisions peuvent être prises démocratiquement.

Légalement la FI ne comporte que trois personnes dépositaires des pleins pouvoirs. C'est une démocratie plébiscitaire aux grandes décisions prises par un nombre limité de dirigeantEs, une formation resserrée autour du leader, qui permet l'agilité politique, mais constitue une structure très hiérarchique, la verticalité des décisions cohabitant avec une horizontalité des adhérentEs, les dépossédant de toute possibilité d'influer sur l'orientation et les décisions. En réhabilitant l'individualisme comme marque d'insoumission, « le caractère centralisé de la France Insoumise est à l'image de la structure jacobine de l'État français », le guide face au peuple, sans corps intermédiaires, JLM fait plus que prendre acte de la fin des partis, il contribue à leur marginalisation.

Le lancement du Média : une occasion ratée

Ce site d'actualités gratuit créé en 2018 a été lancé par des proches de la FI, tout en s'affirmant indépendant. Un appel très large de personnalités de gauche et d'extrême gauche a soutenu l'initiative.

Mais l'équipe initiale s'est rapidement réduite. La rédactrice en chef est remerciée, le journaliste Noël Mamère, ex-député écologiste, membre de Génération.s, le quitte un mois après, refusant de

continuer à servir de « caution », d'autres suivent, des personnalités membres de l'appel initial se désolidarisent. On est bien loin d'un média coopératif, indépendant, collaboratif, pluraliste. Il va apparaître très vite pour ce qu'il est : un organe au service de la FI. L'occasion de créer un lieu pluraliste est ratée. Son audience donne une idée de celle de la FI : le nombre de vues quotidiennes sur YouTube est de l'ordre de 150 000, et hebdomadaires de l'ordre du million.

L'éphémère parlement de la campagne électorale de 2022

À l'occasion de la campagne a été créé le « Parlement de campagne de l'Union Populaire », regroupant 125 membres de la FI et 125 personnalités, syndicalistes, intellectuelLEs, responsables associatifs, meneurs/ses de luttes, présidé par Aurélie Trouvé, ex-porte parole d'Attac. Il aurait pu être l'amorce d'un processus de réorganisation à gauche mais n'a eu aucune existence. Élargi lors de la constitution de la Nupes, il a aujourd'hui totalement disparu.

Les pressions à la structuration du mouvement

Suite à la campagne, des voix se sont élevées pour une nouvelle organisation de la FI. Elles venaient des intellectuelLEs et des courants politiques présents dans la FI en tant que tels, qui posent les problèmes de démocratie interne et de construction d'une contre-hégémonie, mais aussi de militantEs de base qui cherchent à disposer d'une organisation qui permette de militer au quotidien.

Clémentine Autain s'est démarquée en publiant un texte dans lequel elle réaffirme les mérites de la FI « en rupture avec le fonctionnement des partis traditionnels », et fait des propositions concrètes pour « une direction identifiée qui pourrait combiner trois niveaux de légitimité : les élus, les Groupes d'Action, les forces du mouvement social et culturel qui s'engagent en notre sein ».

L'économiste Cédric Durand et le sociologue Razmig Keucheyan voient ainsi que la FI : « De mouvement agile, calibré pour les batailles électorales éclairs, elle doit se transformer en force irrésistible, capable non seulement d'accéder au pouvoir avec ses alliés de la Nupes, mais aussi de réussir à engager une bifurcation écologique et sociale systémique dépassant le capitalisme. Pour cela, il lui faut structurer dans le temps long une force populaire de la gauche sociale et écologique capable d'être un acteur politique décisif pour les décennies qui viennent. »

Les travaux de réorganisation

Menés par 15 dirigeantEs du noyau central, ils ont abouti à des « réformes » soumises à l'assemblée « représentative » du 10 décembre 2022, constituée de 160 cadres responsables et de membres tiréEs au sort, sans aucun débat de fond organisé dans l'ensemble du mouvement. Elle a évidemment entériné les propositions et désigné un fidèle de JLM pour le remplacer à la présidence, Manuel Bompard.

Les boucles départementales de groupes d'action

Concernant l'organisation à la base, la seule nouveauté est de permettre la coordination des groupes d'action au niveau local qui peuvent désormais créer des « boucles départementales » capables, grâce à des « contributions volontaires » des militantEs (qui ne sont pas des cotisations matérialisant une adhésion et donnant des droits), d'avoir des dépenses locales, d'acheter des locaux dans les zones rurales et périurbaines.

Les formations de l'Institut La Boétie

Présidé par JLM, il devient un lieu beaucoup plus important d'élaboration intellectuelle et un outil d'éducation populaire. Il regroupe un nombre important de figures intellectuelles, publie des notes, des fiches argumentaires, organise des colloques et des tables rondes et une école de formation nationale deux fois par an pour une promotion de 70 militantEs.

Quel sera le degré d'ouverture de la direction de la FI, condition pour que les intellectuelLEs impliquéEs y participent dans la durée ?

Une nouvelle direction est mise en place

La réponse aux demandes d'une direction inclusive est un nouveau cadencement du groupe dirigeant.

À l'issue de l'assemblée a été désignée au « consensus » une direction hebdomadaire de 21 personnes désignées par cooptation dans l'opacité, le noyau dur jusqu'alors informel de la FI avec quelques personnes non issues du sérail, écartant soigneusement des personnalités critiques. Un Conseil d'une quarantaine de membres est mis en place, qui devrait se réunir toutes les quatre ou six semaines, représentant la « pluralité du mouvement » qui ressemble beaucoup à l'ancien « Espace politique » de la FI, disparu faute de raison d'être.

Les réactions publiques critiquant le fonctionnement clanique ont été nombreuses, vertement dénoncées par JLM qui appelle les militantEs à rester groupéEs. Maintenant surnomméEs les « frondeurs » de LFI, Clémentine Autain, François Ruffin, Alexis Corbière, Éric Coquerel et Raquel Garrido ont même tenu un meeting commun le 16 février à Bobigny contre la réforme des retraites, au succès limité.

La place du groupe parlementaire

Il rassemble autour du noyau historique, sans JLM qui a décidé de ne pas se représenter, des éluEs aux trajectoires différentes, avec des expériences de luttes très riches, comme Rachel Keke, ancienne porte-parole de la grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles, Alma Dufour, militante écologiste, porte-parole des Amis de la terre de 2017 à 2021, Aurélie Trouvé, coprésidente d'ATTAC de 2006 à 2012, puis porte-parole de 2016 à 2021. Il comporte également des éluEs membres des organisations politiques membres de la FI, le POI, la Gauche écosocialiste.

Ce groupe parlementaire n'est pas totalement contrôlé par le noyau central de la FI. Il prend des décisions à la majorité, sur la tactique parlementaire ou sur d'autres sujets, qui ne sont pas toujours strictement celles qu'aurait voulu la direction.

Cela s'est illustré lors de la crise survenue quand Adrien Quatennens, celui que JLM voyait comme son dauphin, est accusé de violence conjugale. Il reconnaît des violences conjugales caractérisées, et se retire de sa fonction. JLM publie alors un message de soutien « à la dignité et au courage »... d'Adrien Quatennens. Après sa condamnation à quatre mois de prison avec sursis, les parlementaires votent et décident une « radiation temporaire du groupe » pour quatre mois, et un retour « conditionné à l'engagement de suivre un stage de responsabilisation » sur les violences faites aux femmes. Son retour dans le groupe parlementaire à la suite d'un vote à bulletins secrets apparaît à beaucoup comme une faute morale et une grave erreur politique.

À propos de la tactique parlementaire relative à la contre-réforme des retraites, JLM va à nouveau intervenir publiquement, pour critiquer les autres groupes de la Nupes qui « se sont, hélas, alignés sur les leçons de bonnes manières données par la macronie », et en même temps peser sur le groupe

LFI qui était partagé.

La question du leadership depuis le presque retrait annoncé de JLM

Au soir du premier tour de la présidentielle, JLM a laissé penser qu'il se retirait et laissait sa place en disant : « Faites mieux ». Cette ouverture a aiguisé les appétits de toutes celles et ceux qui se voient bien prendre cette place. Qu'en sera-t-il au bout du compte ? Bien difficile de le savoir. Pour le moment, loin de se concentrer sur l'Institut La Boétie, JLM montre qu'il faut toujours compter avec lui.

La place relative de la FI dans mobilisation sur les retraites

La FI a un fonctionnement centré sur la réussite électorale qui ne favorise pas la formation de militantEs capables de jouer un rôle moteur dans un syndicat, une association, une mobilisation unitaire, qui demande de savoir dans le temps long travailler avec d'autres, se réunir, débattre, s'adapter en fonction du débat, décider démocratiquement, être majoritaire. Il est frappant de constater que dans ces cadres on rencontre très peu de militantEs FI, qui sont par ailleurs très dynamiques au plan politique.

Or, les dominéEs qui se mobilisent, se politisent, se radicalisent, s'organisent sous de multiples formes qui ne sont ni impulsées ni structurées par la FI. Penser que ces différentes formes pourraient naturellement se placer sous sa direction politique est une illusion. Les frictions sont donc permanentes. Comme le dit en réponse à JLM l'ex-secrétaire général de la CGT Philippe Martinez, sur les formes d'action, « ce n'est pas un qui décide à la place de tous, mais on se parle et on décide... »

Dans la mobilisation de défense des retraites, la FI voudrait que ses députéEs soient les correspondantEs naturelLEs des luttes. Mais ce n'est pas le cas. L'inter-syndicale totalement unifiée apparaît aux millions d'opposantEs au gouvernement comme le cadre adapté aux besoins, comme l'était JLM sur le terrain électoral. De ce fait, après le « bruit et la fureur » de la joute parlementaire, dans les manifestations la FI est un courant politique comme les autres à gauche et ne joue pas un rôle politique spécifique pour organiser l'affrontement, ce qui est la question centrale pour toutes celles et ceux qui veulent gagner.

Pour conclure

Dans le champ politique, dans l'espace médiatique, la FI est une force incontournable. Dans le champ de ruines qu'est aujourd'hui la gauche politique en France, elle apparaît comme la force centrale, déterminante. Mais, édifiée sur une base fragile, elle est incapable d'assumer la responsabilité de travailler à l'organisation du camp des dominéEs.

Celles et ceux d'en bas ont besoin de bien plus qu'un mouvement uniquement organisé pour gagner les élections. Ce qui manque cruellement aujourd'hui, c'est une force politique hégémonique à gauche, qui offre une alternative au capitalisme, qui structure effectivement les exploitéEs et les oppriméEs, dans leurs lieux de travail, dans leurs quartiers, qui lie les luttes contre l'exploitation capitaliste, la crise écologique, les oppressions en un tout émancipateur, qui mette au centre de ses pratiques la démocratie la plus large.

La FI est bien loin de cela ! Et pour le moment, les mesurette de réorganisation qui ne visent qu'au maintien d'une machine électorale ne sont pas une mue, loin d'être à la mesure des enjeux de la

période.

Rouen, le 5 mai 2023

Patrick Le Moal

P.-S.

- Revue L'Anticapitaliste n°146 (mai 2023). Publié le Samedi 3 juin 2023 à 19h00 :
<https://lanticapitaliste.org/actualite/politique/la-france-insoumise-un-courant-politique-aux-pieds-dar-gile-qui-domine-la-gauche>

Cet article a d'abord été écrit le 5 mai pour la revue *Viento Sur*.